

Histoire, objectivité et scientificité

Jalons pour une reprise du débat épistémologique

Nadia Fahmy-Eid*

Si l'on accepte de repenser, dans le cadre du rationalisme critique de Karl Popper et de son école, les objectifs et la définition même d'une connaissance scientifique ou « connaissance objective », on devra reconnaître que l'histoire est non seulement une discipline en mesure de produire ce type de connaissance, mais qu'elle est aussi le lieu privilégié à partir duquel les autres sciences humaines peuvent repenser, sinon valider, la leur propre. Parce que l'histoire est bien placée pour évaluer le potentiel explicatif des théories sociales dans un espace-temps donné, elle représente l'outil par excellence de cette « réfutabilité » considérée par le rationalisme critique comme le critère premier d'une véritable connaissance scientifique. Pour sa part, l'histoire des femmes constitue aujourd'hui un champ d'étude qui s'alimente à un univers de pensée où la dynamique des échanges et des questionnements répondent particulièrement bien aux principaux critères de la connaissance scientifique exposés dans cet essai.

If we consent to rethink the objectives and even the definition of scientific or "objective" knowledge according to the critical rationalism of Karl Popper and his school, we must concede that history is not only a discipline capable of producing such knowledge, but that it is a prime starting point for other fields of the humanities to rethink, if not validate their own. Because history is in a good position to evaluate the explanatory potential of social theories of a given time period, it is an excellent medium for the "refutability" considered by critical rationalism as the primary criteria for genuine scientific knowledge. Today, the history of women is fuelled by a universe of thought in which the dynamics of discussion and questioning are particularly suited to the principle criteria of scientific knowledge described in this essay.

En sciences humaines, comme dans les autres sciences d'ailleurs, dire la vérité a constamment représenté un défi, même s'il ne s'agit pas de dire *toute* la vérité comme dans les serments légaux. Ainsi, l'histoire n'est pas seule à

* Nadia Fahmy-Eid est professeure au Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal.

Ce texte doit beaucoup aux commentaires, critiques, et encouragements aussi, de collègues et d'étudiants-tes — qui sont également des amis-es — qui ont pris le temps de le lire attentivement et de m'aider à en rectifier et en clarifier plusieurs aspects. Ils et elles n'ont certes pas à assumer les faiblesses éventuelles de cet article, mais seulement les améliorations que j'ai pu y apporter. Je voudrais remercier particulièrement pour leurs conseils judicieux : Jean-Marie Fecteau, Jean-Paul Bernard, Nicole Laurin-Frenette, Camille Limoges, Aline Charles et Lucie Piché.

faire face à ce défi¹. Il s'avère toutefois que depuis deux décennies au moins, la réflexion historique n'a pas suffisamment occupé le terrain dans un champ de questionnement où la place et la parole ont été, plus souvent qu'il ne le faut, accaparées par d'autres; plus particulièrement par les philosophes de l'histoire. Il y aurait nombre de raisons — ou de justifications — pour expliquer ce retrait (nous y reviendrons), mais ceci n'empêche pas que depuis la fin des années soixante, le discours sur la vérité et la connaissance objective de l'histoire s'est construit *extra muros*. Peut-être est-ce là une garantie de neutralité de ce discours ? Peut-être s'agit-il d'un type de débat où la discipline historique est, par tradition sinon par nature, moins bien outillée que ses consœurs des sciences humaines pour apporter des solutions originales ? Nous croyons que même en répondant par l'affirmative à ces interrogations, les historiens et les historiennes continueront à être interpellés-es par un problème qui les concerne en premier lieu et au sujet duquel ni leur silence ni leur bonne conscience ne peuvent tenir lieu de réponses.

Ce silence a lui-même une histoire dont l'origine concide avec les prises de position affichées par l'école positiviste au siècle dernier. Mais après avoir réglé son compte au type de « vérité » historique à laquelle prétendait cette école, la communauté historique, et celle de l'école des *Annales* en particulier, semblent s'être estimées quitte envers les générations futures. On a cru pouvoir désormais passer à des choses plus sérieuses et mettre de côté une notion à la fois galvaudée et génératrice de profonds malentendus. Pourtant, la réflexion sur la vérité de l'histoire n'a pas cessé pour autant d'habiter d'autres lieux et, plus précisément, d'autres disciplines qui en ont même fait parfois leur cheval de bataille dans une lutte pour une (supposée) intégrité de la science. Depuis les structuralistes à l'image d'Althusser ou de Lévy-Strauss jusqu'aux tenants de l'herméneutique tel Habermas, en passant par les néopositivistes disciples de Hempel ou les néostructuralistes à la manière de Foucault, l'histoire a été interpellée sur plusieurs tons, mais l'a été bien souvent à partir d'arguments plus ou moins cohérents².

Quelques disciples de Clio ont bien accepté, ici et là, de se lancer à leur tour dans la mêlée, mais ils ne furent jamais très nombreux à s'aventurer sur un terrain qui n'a cessé d'être occupé en fait par d'autres disciplines, dont en particulier la philosophie. Nous voudrions à notre tour réfléchir sur la

1. À quelques exceptions près, et dans un contexte qui n'est pas d'ailleurs équivoque, le terme « histoire », tout au long de cet article, se référera à l'enquête historique, autrement dit à l'histoire construite par ceux et celles qui l'écrivent. Le terme « histoire » renvoie donc le plus souvent à « historiographie » plutôt qu'à ce qu'on désigne communément comme « le cours de l'histoire ».

2. Pour une revue des principaux débats entourant une interprétation structuraliste de l'histoire, voir la synthèse percutante — même si elle demeure très ethnocentrique — de G. Bourdét et H. Martin dans *Les écoles historiques*, Paris, Seuil, 1983, ainsi que la collection de textes réunis sous le titre : *Histoire et structuralisme*. Pour une perspective plus complète des défis posés à l'histoire par divers courants et disciplines des sciences sociales, voir G. Barraclough, *Tendances actuelles de l'histoire*, Paris, Flammarion, 1980. Nous reviendrons plus loin sur les débats entre philosophes et historiens sur la scientificité de l'histoire.

construction de l'histoire, en particulier sur une des composantes principales de sa vérité, soit cette *objectivité* rêvée pour elle par plusieurs (nous nous arrêterons un peu plus loin sur une définition de cette dernière notion).

Après avoir évoqué les principaux arguments relatifs à la vérité/objectivité qui ont jalonné le parcours de la réflexion critique chez certains historiens³ et philosophes, nous chercherons à comprendre ce que représente, pour l'enquête historique, l'épistémologie de Karl Popper. Nous examinerons dans quelle mesure la problématique que développe Popper dans *La connaissance objective* permet une relecture des objectifs liés à cette enquête⁴. Cette relecture s'impose d'autant plus que depuis plus d'une décennie déjà, l'historiographie occidentale s'est engagée dans l'exploration de nouveaux champs : histoire des femmes, histoire ouvrière, « nouvelle histoire », etc. avec un outillage conceptuel et méthodologique qui se veut renouvelé, mais avec un questionnement épistémologique qui demeure encore insuffisamment explicité.

L'intérêt porté à Popper peut sembler de prime abord étonnant, puisqu'il s'agit d'un philosophe pour qui la scientificité de l'histoire a été pour le moins douteuse. On sait en effet comment, en cherchant à régler son compte à l'interprétation marxiste de l'histoire, Popper s'est trouvé à évacuer du champ de la connaissance scientifique non seulement la problématique historiciste, mais les « sciences historiques » dans leur ensemble.

Et pourtant, au-delà de la *Misère de l'historicisme*, où la démonstration et surtout les conclusions relatives à l'histoire sont plutôt hâtives (mais nous ne reviendrons pas ici sur un débat qui a déjà vieilli), nous soutenons que Popper a élaboré dans *La logique de la découverte scientifique*, et surtout dans *La connaissance objective*, une redéfinition de la vérité et de l'objectivité scientifique que la discipline historique pourrait, selon nous, utiliser avec profit pour son propre compte. Nous verrons d'ailleurs que la réflexion de certains historiens, dont celle de E. Carr en particulier, a commencé à engager l'histoire dans cette voie. On constatera également comment un ouvrage méthodologique majeur comme *Le métier de sociologue* de P. Bourdieu, J.-C. Chamboredon et J.-C. Passeron a intégré plusieurs aspects de la problématique poppérienne⁵. Il s'agit en fait d'une problématique dont nous postulons à notre tour l'intérêt pour cet autre « métier » qu'est l'histoire, métier sur lequel Marc Bloch nous avait déjà convié à réfléchir dans le passé.

3. Nous sommes moins réticente à utiliser, dans la première partie de cet article, le terme historien au masculin seulement parce que nous ne connaissons pas à vrai dire (ce qui ne veut pas dire qu'il n'en existe pas vraiment) de travaux publicisés d'historiennes sur le sujet de la vérité/objectivité de l'histoire.

4. K. Popper, *La logique de la découverte scientifique*, Paris, Payot, 1973; *La connaissance objective*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1985, 3^e éd.

5. P. Bourdieu, J.-C. Chamboredon et J.-C. Passeron, *Le métier de sociologue*, Paris, Mouton, 3^e éd., 1980.

Le deuxième volet de cette étude tentera de situer l'histoire des femmes par rapport aux paramètres évoqués plus haut. À cet égard, notre objectif demeure plutôt modeste : il s'agira en effet de poser les premiers jalons d'une réflexion qui mériterait d'être approfondie par des études subséquentes. Pourquoi l'histoire des femmes ? Au-delà du fait que ce champ nous est familier, il fait partie, selon nous, de ces voies nouvelles à l'intérieur desquelles, depuis près de vingt ans déjà, le passé est interrogé sur un mode différent, à partir d'un outillage conceptuel et théorique enrichi. Par ailleurs, occupée à baliser le terrain sur de multiples fronts, cette histoire n'a pas pris suffisamment le temps d'intégrer la question de la connaissance objective parmi celles dont son univers théorique s'est enrichi depuis les deux dernières décennies. Quant au défi ou au risque que représente une réflexion critique sur ce thème, nous estimons que non seulement l'écriture de l'histoire au féminin a acquis aujourd'hui la maturité nécessaire pour y faire face, mais que ce type de questionnement et les réponses qui s'y rapportent rejoignent par maints aspects l'ensemble du champ historique. C'est donc bien la discipline dans son ensemble qui est ici concernée.

Objectivité et vérité historiques

Quand on s'arrête pour réfléchir sur la notion d'objectivité, on se rend compte qu'elle est porteuse d'une dualité dont on doit tenir compte pour situer les prises de positions de certains historiens et philosophes à ce sujet. Si on se réfère à l'usage courant (cf. le *Petit Robert* 1), on dira que l'objectivité est à la fois la « qualité de ce qui est exempt de partialité, de préjugé », mais aussi la « qualité de ce qui donne une représentation fidèle d'un objet ». Il y a là manifestement une double dimension : la première renvoyant au *sujet* connaissant et la seconde à l'*objet* de connaissance. Si l'on examine maintenant cette deuxième dimension de l'objectivité en se référant aux étapes ordinaires d'un processus de recherche, on assimilera logiquement la « représentation fidèle d'un objet » au caractère de vérité/fiabilité du résultat de ce processus. Représentations objectives, fidèles, vraies font ainsi partie d'un même ensemble conceptuel, ou champ sémantique, qui renvoie inmanquablement à l'univers de la connaissance scientifique et de ses présupposés théoriques et méthodologiques. C'est en prenant en compte cette double réalité que l'historien J. Le Goff affirme : « L'impartialité ne requiert que de l'honnêteté de la part de l'historien, l'objectivité suppose davantage. Si la mémoire est un enjeu du pouvoir, si elle autorise des manipulations conscientes ou inconscientes, si elle obéit aux intérêts individuels ou collectifs, l'histoire, comme toutes les sciences, a pour norme la vérité⁶. »

Pourtant, ce deuxième aspect de l'objectivité qui concerne la vérité ou la scientificité du résultat de recherche, donc sa dimension proprement épistémologique, n'a pas retenu l'attention des historiens au même titre que le premier. Autrement dit, l'objectivité des sujets qui écrivent l'histoire a été

6. J. Le Goff, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1977-1986, p. 198.

abondamment discutée — et assez souvent mise en doute — alors que les attributs et la dynamique d'une connaissance objective/vraie de l'histoire ne l'ont pas été suffisamment. De plus, nous le verrons, faute de délimiter suffisamment la frontière entre les deux dimensions de l'objectivité, certains historiens ont bâti une argumentation trop floue qui a souvent glissé des sphères de la logique à celles de l'éthique comme dans le cas de H.I. Marrou, ou même de l'esthétique comme dans le cas de P. Veyne; ce qui n'a pas aidé vraiment à faire progresser le débat sur le plan épistémologique (nous reviendrons plus loin sur la pensée de ces deux historiens). Quant à nous, l'insistance à différencier, au départ, l'*objectivité/neutralité* du sujet de l'*objectivité/vérité* de la connaissance qu'il produit nous permettra de considérer ces notions comme deux réalités distinctes sur le plan *logique*, même si dans la *pratique*, ces réalités s'interpénètrent très souvent. Seule une distinction de ce genre permettra également de fonder rationnellement l'idée que l'*objectivité/neutralité* des chercheurs-res (quel que soit le type de science concernée) n'est pas garante de la production d'une connaissance vraie, pas plus que dans le même ordre logique, leur subjectivité ou leur absence de neutralité n'a de lien nécessaire avec la production d'une connaissance fausse. C'est en fait la thèse défendue aussi par K. Popper lorsqu'il affirme : « Il est totalement erroné de supposer que l'objectivité de la science dépend de l'objectivité de l'homme de science. Et il est totalement erroné de croire que celui qui pratique les sciences de la nature serait plus objectif que celui qui pratique les sciences sociales⁷. » Popper précise, un peu plus loin, que ce qui caractérise la recherche scientifique n'est pas l'absence chez le chercheur des « intérêts extra-scientifiques », mais plutôt la présence chez lui d'une capacité de distinguer entre ce type d'intérêts et ceux qui sont orientés vers la recherche de la vérité. Ce sera justement la tâche de la critique et de la discussion scientifique, rendues possibles à travers la « réfutabilité » (notion sur laquelle nous reviendrons plus loin) d'aider à distinguer entre ces deux types d'intérêts « en éliminant les évaluations extra-scientifiques des questions de vérité⁸ ».

Nous verrons que dans le cas de l'histoire, les questions d'objectivité, d'intérêt et de vérité n'ont pas toujours été abordées dans le cadre de problématiques suffisamment claires.

Quelques perspectives historiennes sur la vérité de l'histoire

Dans la majorité des cas, les thèses qui ont porté sur la vérité de l'histoire ont centré l'argumentation sur la subjectivité du jugement de l'historien pour conclure finalement au caractère illusoire de toutes formes d'objectivité de la connaissance historique. Elles ont rappelé fréquemment à quel point la sélection des objets d'étude (des faits), avant même leur mise en forme, procède de

7. K. Popper, « La logique des sciences sociales » dans T.W. Adorno *et al.*, *De Vienne à Francfort. La querelle allemande des sciences sociales*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1979, p. 82.

8. *Ibid.*, p. 83.

choix personnels inévitables — que ces choix soient conscients ou non. John Dewey a même été jusqu'à assurer que la sélection des réponses précède celle des questions⁹. Dans la plupart des cas, l'affirmation du relativisme de l'histoire — entendu dans le sens d'une impossible neutralité — s'est inscrite au cœur d'un débat ancien avec les tenants de l'école positiviste. C'est dans ce cadre qu'il faut replacer, pour en saisir le sens véritable, les arguments d'un R.G. Collingwood sur la rationalité des actions passées et la nécessité de les revivre de l'intérieur¹⁰, celles d'un Charles Beard et aussi d'un Carl Becker sur l'inévitabilité des jugements de valeur en histoire et des illusions attachées à toute perspective objective dans ce domaine¹¹. Débats et arguments qui reviennent inlassablement, quoique sous des formes variées, sous la plume d'un M. De Certeau ou d'un P. Veyne. Prétention vaine de l'enquête historique de se rendre au-delà de l'expérience personnelle de l'historien, affirme M. De Certeau, pour qui « l'opération historique » recèle une part inévitable de camouflage par suite, entre autres, de l'interférence de la « place » ou du « lieu » à partir desquels elle s'élabore. Aussi, sa conclusion prend la forme résignée d'un constat d'échec : l'histoire est « une science qui n'a pas les moyens de l'être¹². » Quant à P. Veyne, il considère qu'à la distorsion initiale introduite par le sujet et ses interrogations (intéressées) du passé s'ajoute l'incapacité propre de l'enquête historique de produire un savoir scientifique dans le sens de vrai. À cet égard, c'est non seulement le sujet, mais l'objet de connaissance qui est lui-même en cause. On se rend vite compte, par ailleurs, que pour Veyne, la référence à la scientificité s'alimente à une définition qui s'aligne de près sur celle des sciences de la nature et rappelle, en ce sens, le mode à partir duquel les philosophes positivistes ont interrogé l'histoire. Veyne affirme ainsi : « L'histoire n'explique pas, en ce sens qu'elle ne peut déduire et prévoir (seul le peut un système hypothético-déductif); ses explications ne sont pas le renvoi à un principe qui rendrait l'événement intelligible,

9. J. Dewey, *Logic: The Theory of Inquiry*, New York, Henry, Holt & Co., 1938, pp. 230-239. Ces pages ont été reproduites sous la rubrique : « Historical judgments » dans H. Meyerhoff, éd., *The Philosophy of History in Our Time*, Doubleday, 1959, pp. 163-172.

10. R.G. Collingwood, *The Idea of History*, New York, Oxford University Press, 1964. Voir surtout, du même auteur, *Essays in the Philosophy of History*, textes colligés par W. Debbins, éd., Austin, University of Texas Press, 1965.

11. C. Beard, « That Noble Dream », essai réimprimé dans F. Stern, éd., *The Varieties of History*, Cleveland, World Publishing Co., 1956, pp. 315-328; voir aussi, du même auteur, « Written History as an Act of Faith », réimprimé dans H. Meyerhoff, éd., *The Philosophy of History...*, pp. 140-151; C. Becker, « What Are Historical facts? », réimprimé dans H. Meyerhoff, éd., *The Philosophy of History...*, pp. 120-137.

12. M. De Certeau, « L'opération historique » dans J. Le Goff et P. Nora, dir., *Faire de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1974, pp. 3-41. Mais cette thèse est surtout développée dans « L'histoire, science et fiction », cf. D. Carr et al., éd., *La philosophie de l'histoire et la pratique historienne d'aujourd'hui*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1982, pp. 19-39.

elles sont le sens que l'historien prête au récit¹³. » On se rend compte qu'une telle définition de la scientificité se prête en effet à une exclusion (facile) de l'histoire.

Malgré l'intérêt certainement plus marqué de P. Veyne pour *l'objet* de la connaissance historique, il reste que pour lui, comme pour De Certeau, l'affirmation d'une impossible scientificité est liée de près à l'omniprésence du *sujet* et au « sens » dont celui-ci investit (son interprétation de) l'histoire. Quant à la scientificité des méthodes qui ont servi à construire *l'objet* de connaissance, elle ne donne pas vraiment lieu à une discussion sérieuse. On note, en fin de compte, que les constats d'échec établis par ces historiens le sont à partir d'une approche qui emprunte autant, sinon plus, à la psychologie sociale et à la psychanalyse qu'à une réflexion épistémologique approfondie. En ce qui a trait à cette dernière, P. Veyne n'affirme-t-il pas que « la tradition philosophante en matière d'épistémologie historique vise trop haut¹⁴ ? »

À cet égard, des historiens comme H.-I. Marrou et E. Carr ont, avec raison croyons-nous, pris le risque de viser haut, même si chez eux la perspective psychosociale ou même métaphysique (chez Marrou) prend place à côté de l'argumentation logique.

C'est surtout pour répondre aux arguments positivistes que Marrou a affirmé à son tour l'impossible neutralité de l'historien. Il demeure, par ailleurs, l'un de ceux qui a le plus réfléchi sur la vérité de l'histoire et qui l'a fait avec le plus de sérénité, peut-on dire. Dans l'œuvre majeure que représente *De la connaissance historique*, il explique, au départ, que « l'histoire se définit par la vérité qu'elle est capable d'élaborer » et il dit vouloir réfléchir sur les conditions et les limites d'une connaissance « authentique, c'est-à-dire vraie, du passé humain¹⁵. » Cependant, en réponse à *l'Essai sur les limites de l'objectivité historique* de Raymond Aron et au scepticisme de ce dernier face à « une science historique universellement valable », Marrou conclut quelques lignes plus loin : « Le vrai problème est... celui de la vérité de l'histoire dont l'objectivité n'est pas le critère suprême¹⁶. » On note, toutefois, que cette objectivité n'est pas vraiment celle dont traite Aron, pas plus qu'elle n'est celle liée à la vérité du passé humain que Marrou affirmait vouloir traiter au départ. Elle se réfère en fait à l'objectivité/neutralité de l'historien à laquelle le reste

13. P. Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, 1971, p. 69-70. Par ailleurs, on doit noter que Veyne adoptera quelques années plus tard une optique fort différente dans un essai presque entièrement consacré à une réflexion épistémologique sur l'histoire où il concède que l'histoire peut produire du vrai quoiqu'elle ne « relèvera jamais que partiellement » de la science, cf. « L'histoire conceptualisante » dans J. Le Goff et P. Nora, dir., *Faire de l'histoire*, vol. 1, pp. 62-92.

14. P. Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, p. 103.

15. H.-I. Marrou, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1954, p. 47.

16. *Ibid.*, p. 48.

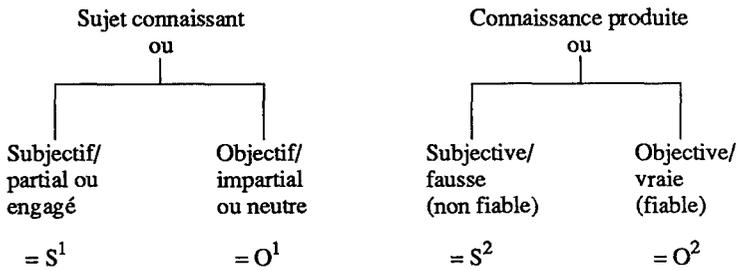
de l'argumentation de l'auteur cédera désormais la première place. Le flou dans le sens attribué à la notion d'objectivité aura permis un glissement de l'ensemble de l'argumentation vers un sujet certes connexe à celui annoncé au départ, mais qui demeure un sujet autre. Indépendamment de l'intérêt ou du mérite liés à une problématique qui dénonce avec raison les thèses positivistes vouant l'historien à n'être qu'un « appareil enregistreur » du passé, il demeure que Marrou continuera à traiter de l'objectivité en effleurant à peine le questionnement épistémologique lié à la « connaissance vraie » de l'histoire. Il en sera d'ailleurs ainsi, même dans le cadre du chapitre consacré plus loin à « La vérité de l'histoire » où l'auteur continuera à réfléchir principalement sur l'impossible neutralité de l'historien¹⁷.

Parmi les historiens anglophones qui ont traité à leur tour de l'objectivité/vérité de l'histoire, c'est certainement à Edward Carr que revient le mérite d'avoir élaboré la problématique la plus claire sur ce sujet¹⁸. Malgré le fait que, pour lui aussi, la notion d'objectivité renvoie fréquemment à la neutralité du sujet historien, son analyse a le mérite de déboucher à plusieurs reprises sur une perspective plus large qui interroge les fondements épistémologiques de la connaissance historique elle-même. Cette analyse, nous le verrons plus loin, rejoint à bien des égards celle mise de l'avant par Karl Popper et ses disciples. Parmi les éléments de convergence des deux problématiques, il faut signaler l'insistance commune sur la place importante que devrait occuper la méthode déductive dans l'enquête historique en même temps que l'affirmation de la nécessité pour l'histoire de se référer non pas à des « lois » générales, mais à des hypothèses générales explicatives. Carr demeure surtout celui qui aura poussé le plus loin la réflexion sur l'objectivité définie comme vérité de la connaissance historique et non seulement comme vérité de l'historien-ne. À partir d'une approche à la fois rigoureuse et nuancée, il s'est trouvé à tracer une voie mitoyenne entre l'irréalisme des théories positivistes prétendant à une objectivité absolue de la connaissance historique et le scepticisme qui marque les théories relativistes pour qui l'histoire est condamnée à refléter des options personnelles et plurielles incertaines.

17. Évoquant la perspective de Marrou sur l'objectivité de l'historien, Braudel écrit : « Objectivité, subjectivité en matière sociale : ce problème qui a passionné le XIX^e siècle, découvreur des méthodes scientifiques, est-il aujourd'hui primordial ? En tout cas, il ne nous est pas spécifique. Il y a là une infirmité de l'esprit scientifique que l'on ne peut surmonter, Henri Marrou le dit avec raison, qu'en redoublant de prudence et d'honnêteté. Mais de grâce, ne grossissons pas outre-mesure le rôle de l'Historien, même avec un 'H' majuscule ! », *Ecrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion, 1969, p. 101. On se rend compte que pour Braudel, comme pour Marrou, le problème de l'objectivité se rapporte d'abord au sujet historien et revêt de ce fait une dimension éthique importante.

18. E.H. Carr, *Qu'est-ce que l'histoire ?*, Paris, Éditions La Découverte, 1988, trad. de *What is history?*, Londres, MacMillan Press, 1961.

Si on se réfère à une représentation du type suivant :



le mérite de Carr est non seulement d'avoir évité de confondre dans son argumentation S¹ et S², mais surtout d'avoir réfléchi de façon rigoureuse sur les paramètres de O².

Sans mener, peut-être, la réflexion aussi loin que l'ont fait Marrou et Carr, plusieurs historiens se sont pourtant préoccupés des conditions de production d'une connaissance vraie de l'histoire, mais pour la majorité, ces conditions passent par un processus d'ordre plutôt méthodologique qu'épistémologique. C'est un peu comme si l'on décrivait minutieusement, sur le plan technique, les étapes du parcours à suivre pour voyager de façon sécuritaire, sans expliquer vraiment les raisons qui fondent la sécurité d'un tel parcours. Même si avec l'école des *Annales*, qui compte des pionniers tels que M. Bloch, L. Febvre et après eux, F. Braudel ou P. Vilar, la discipline historique a bénéficié d'un discours de la méthode à la fois plus exigeant et plus ouvert aux autres sciences humaines, il reste que les questionnements plus poussés, liés à une philosophie critique de l'histoire, ont été laissés à d'autres; à des philosophes en particulier dont la réflexion théorique se ressent trop souvent d'une méconnaissance flagrante de la pratique historique.

Quelques perspectives philosophiques sur la vérité de l'histoire

Il ne s'agit pas de dresser ici une synthèse à caractère anthologique, et encore moins un tableau complet, des philosophes qui ont traité de la connaissance historique. Nous ébaucherons plutôt, et à grands traits, les principaux courants de pensée auxquelles se rattachent les thèses les plus représentatives des problématiques relativistes, positivistes et néopositivistes concernant le statut scientifique de l'histoire. Nous continuerons à distinguer, pour les fins de notre analyse, la double dimension de l'objectivité même si dans l'argumentation de certains philosophes, la neutralité de l'historien et la vérité de son enquête constituent des notions parfois enchevêtrées — comme c'est le cas chez plusieurs historiens d'ailleurs.

On constate d'emblée que dans un univers de pensée philosophique souvent distancié des problèmes liés au « métier » d'historien, les positions relatives à la neutralité du jugement historique s'avèrent généralement plus

tranchées que chez les historiens eux-mêmes. On retrouve d'un côté le pessimisme — dénonciateur ou indulgent — des tenants de la subjectivité inévitable de l'historien. À la manière d'un I. Berlin ou d'un L. Strauss¹⁹, ils rappellent que l'enquête historique est liée, sinon irrémédiablement hypothéquée, par la vision propre de l'historien, son présent, et même le langage qu'il emploie et qui le piège en quelque sorte. De l'autre côté, il y a les philosophes à l'image de M. Mandelbaum, C. Blake ou E. Nagel²⁰ pour qui l'historien est susceptible — même s'il ne le fait pas toujours dans les faits — de faire abstraction de ses options et de ses préjugés personnels. Mandelbaum rappellera ainsi la nécessité d'objectiver constamment le sujet à l'étude dans le but d'arriver à établir à son endroit des énoncés non évaluatifs.

Il faut souligner cependant que des philosophes tels W. Dray ont réussi à introduire dans ce débat des nuances qui lui ont souvent fait défaut²¹. Par ailleurs, le cadre de discussion délimité par Dray évacue délibérément l'objectivité/vérité de l'enquête historique elle-même pour se limiter à l'objectivité/neutralité de l'historien; ce qui fait dire à Dray que compris uniquement dans le sens de la neutralité du jugement, le travail de l'historien pourrait être, en toute logique, « objectif et faux à la fois²² ». Sans remettre en question la validité sur le plan logique d'une telle proposition — pas plus d'ailleurs que celle affirmant qu'un travail ou un témoignage peuvent être subjectifs et vrais à la fois —, on doit toutefois constater qu'elle ne fait pas vraiment avancer le débat sur le plan épistémologique. Lorsque l'objectivité du sujet connaissant est seule en cause, le problème, pourtant incontournable, de l'objectivité de la connaissance historique demeure entier. À cet égard, la perspective de P. Ricœur, qui distingue des « niveaux d'objectivité » différents selon les catégories de sciences, contribue à éclairer un peu mieux la question. L'auteur d'*Histoire et vérité* explique à cet égard : « Nous attendons de l'histoire une certaine objectivité, l'objectivité qui lui convient... L'objectivité ici doit être prise dans son sens épistémologique strict : est objectif ce que la pensée méthodique a élaboré, mis en ordre, compris et ce qu'elle peut ainsi faire comprendre... Nous attendons par conséquent de l'histoire qu'elle fasse

19. I. Berlin, *Historical Inevitability*, London, Oxford University Press, 1954; voir aussi, du même auteur, « The Concept of Scientific History » dans W. Dray, éd., *Philosophical Analysis and History*, New York, Harper and Row, 1966, pp. 5-51; L. Strauss, *Natural Right and History*, Chicago, University of Chicago Press, 1953.

20. M. Mandelbaum, *The Anatomy of Historical Knowledge*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1977; voir aussi, du même auteur, un ouvrage qui date mais qui demeure un classique, *The Problem of Historical Knowledge*, New York, Liveright, 1938; de C. Blake, « Can History be Objective? » dans P. Gardiner, éd., *Theories of History*, New York, Free Press, 1959, pp. 329-343; de E. Nagel, voir surtout, « The Logic of Historical Analysis » dans H. Meyerhoff, éd., *The Philosophy of History in Our Time*, New York, Doubleday, 1959, pp. 203-215; ainsi que *The Structure of Science*, New York, Harcourt, Brace and World, 1961.

21. W.H. Dray, *Perspectives on History*, London, Routledge & Kegan Paul, 1980; voir également sa synthèse remarquable des principaux courants de pensée relatifs à la scientificité de l'histoire, *La philosophie de l'histoire*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1981.

22. *Ibid.*, p. 55.

accéder le passé des sociétés humaines à cette dignité de l'objectivité. Cela ne veut pas dire que cette objectivité soit celle de la physique ou de la biologie; il y a autant de niveaux d'objectivité qu'il y a de comportements méthodiques. Nous attendons donc de l'histoire qu'elle ajoute une nouvelle province à l'empire varié de l'objectivité²³. »

Il demeure que lorsque l'objectivité liée à la vérité/scientificité de la connaissance historique s'est trouvée au centre des débats philosophiques, elle a été ramenée le plus souvent au problème de la généralisation. L'histoire, science du particulier ou science du général ? On sait que le rapport entre les sciences historiques et les sciences naturelles a été le plus souvent posé en ces termes. Dans l'ensemble des thèses qui se sont affrontées à ce sujet, celles qui affirmaient le caractère particulier ou unique de l'événement historique ont généralement soutenu que cette spécificité commandait une méthode inductive. De M. Oakeshott à R.G. Collingwood²⁴, on retrouve ainsi la conviction d'une histoire dont la vérité échappe à la généralisation et à cet égard, aux critères de scientificité applicables aux autres sciences.

Cependant, le problème de la vérité de l'histoire a été plus fouillé dans le cadre de l'approche néopositiviste. Sans aller jusqu'à différencier de façon aussi tranchée que l'a fait Popper dans *Misère de l'historicisme* les sciences historiques des sciences théoriques, les philosophes néopositivistes acceptent généralement l'idée que l'histoire n'est pas une science comme les autres. Mais malgré leur reconnaissance d'un statut particulier à l'histoire, dû surtout au caractère non répétitif et donc imprévisible de son objet d'étude, ils s'entendent pour affirmer la nécessité d'appliquer une méthode déductive à l'enquête historique. Qu'il s'agisse d'une exigence sans compromis à la façon de A. Donagan ou d'une interprétation plus nuancée à la manière de C.G. Hempel et de O. Helmer et de N. Rescher²⁵, les néopositivistes postulent

23. P. Ricœur, *Histoire et vérité*, Paris, Seuil, 1955-1964, pp. 23-24. On peut se demander, cependant, si P. Ricœur n'utilise pas à dessein le mot « comprendre » au lieu d'« expliquer » dans la mesure où la *compréhension* d'un phénomène ou d'un problème demeure moins exigeante, en quelque sorte, que son *explication*; une notion qui dans un sens épistémologique strict se réfère au répétitif (plutôt qu'à l'accidentel), à ce qui est de l'ordre du généralisable et peut déboucher sur l'établissement de lois.

24. R.G. Collingwood, *The Idea of History*. Pour une discussion intéressante des idées de Collingwood sur le relativisme de l'histoire, voir W.H. Dray, « Historical Understanding as Re-thinking », *University of Toronto Quarterly*, XXVII, 2 (1958), pp. 200-215; M. Oakeshott, *Experience and Its Modes*, London, Cambridge University Press, 1933.

25. Parmi les nombreux écrits que ces philosophes ont consacrés à la question de l'objectivité/scientificité de l'histoire, voir surtout, C.G. Hempel, « The Function of General Laws in History » dans P. Gardiner, éd., *Theories of History*, pp. 344-356; aussi, C.G. Hempel, « Reasons and Covering Laws in Historical Explanation » dans S. Hook, éd., *Philosophy and History. A Symposium*, New York, New York University Press, 1963, pp. 143-163; A. Donagan, « Explanation in History » dans P. Gardiner, éd., *Theories of History*, pp. 427-443; aussi, A. Donagan, « Historical Explanation: The Popper-Hempel Theory Reconsidered », *History and Theory*, vol. IV (1965), pp. 3-26. Pour une perspective néopositiviste plus nuancée sur la connaissance objective de l'histoire, O. Helmer et N. Rescher, « On the Epistemology of the Inexact Sciences », *Management Science*, vol. 6 (1960), pp. 24-52.

communément que la scientificité de l'histoire demeure liée, dans une certaine mesure, à ses capacités généralisantes. Cependant, dans la mesure où pour Helmer et Rescher, la notion de loi (scientifique) est remplacée par celle de « lois de probabilité » ou de « quasi-loi »; où chez Hempel, on voit intervenir les notions « d'hypothèse de probabilité », de « scénario explicatif » (« explanation sketch »); ou encore, dans la mesure où est défendue l'idée que l'histoire consomme des lois produites par d'autres sciences humaines sans avoir à en formuler elle-même, on ne se trouve plus très loin des thèses avancées à ce sujet par Braudel, Vilar, Marrou et bien d'autres historiens de la même école — y compris De Certeau lui-même²⁶. Quant au pouvoir de prédiction lié à une théorie scientifique, Hempel avait tenu à préciser, avant que ne le souligne à son tour Carr, qu'il fallait différencier entre la prédictibilité d'une théorie et les aléas auxquels elle fait face dans les situations concrètes où interviennent (comme dans le cas de la médecine) des éléments non prévisibles liés à l'historique de chaque cas particulier²⁷.

Alors que les positivistes s'étaient contentés de réfléchir sur les moyens de modeler la méthode historique — et celle des sciences humaines en général — sur la méthode des sciences naturelles, les philosophes néopositivistes de l'histoire ont été conscients de se trouver face à une réalité plus complexe : ils ont dès lors élargi leurs cadres de références, sinon leur définition même de la science, pour y intégrer ces « versions plus faibles du modèle scientifique » identifiées par Hempel. Sans aller jusqu'à constituer une véritable rupture épistémologique, il reste qu'une telle perspective ouvre des voies nouvelles aux échanges entre les différentes catégories des connaissances humaines. En ce qui concerne les « sciences historiques » en particulier, elle tient compte de leur complexité liée surtout à l'infinité des variables attachées à l'étude des cas particuliers.

De toute manière, dans la mesure où l'on discutait désormais dans l'univers des sciences naturelles de degrés de probabilité autant que de marge d'incertitude, la distance à couvrir entre les méthodes des sciences de la nature et celles des sciences humaines s'amenuisait²⁸. C'est dans le cadre de cette

26. Dans la version « revue et corrigée » de son article intitulé « L'opération historique » et publié cette fois dans *L'écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1975, pp. 63-120, sous le titre « L'opération historiographique », De Certeau développe à son tour une argumentation qui souligne la fonction expérimentale et critique de l'histoire face aux modèles théoriques développés par les autres sciences humaines.

27. En fait, le principe qu'évoque Hempel est celui-là même dont traite Serge Moscovici dans son *Essai sur l'histoire humaine de la nature*, Paris, Flammarion, 1968.

28. Nous pensons en particulier aux théories de la mécanique quantique ou encore au principe d'incertitude d'Heisenberg (appliqué couramment dans le champ de la physique atomique). Parmi les réflexions qu'ont menées quelques historiens et historiennes d'ici sur le rapport entre les sciences humaines et les sciences de la nature, signalons la perspective intéressante développée par H. Watelet : « Et que suggère une comparaison de l'histoire et de la physique ? » dans *Carrefour*, mars 1986, pp. 141-154. Dans cet article, l'auteur souligne les limites de la correspondance, ou adéquation au réel, des sciences naturelles elles-mêmes : une adéquation que les sciences humaines sont trop souvent portées à tenir pour acquise. Selon

évolution de la pensée scientifique (pensée moins triomphaliste qu'elle ne le fut dans le passé) qu'il faut replacer la définition que propose Popper de la connaissance objective. Nous en rappellerons brièvement les grandes lignes avant de montrer comment la perspective épistémologique du rationalisme critique qui sous-tend cette définition permet à l'histoire — et aux sciences humaines en général — de poser de façon plus nuancée, et certainement plus heuristique que par le passé, le problème de la connaissance objective.

La connaissance objective d'après K. Popper

Un aperçu

Nous voulons rappeler ici les énoncés fondamentaux qui caractérisent les thèses de K. Popper dans l'ouvrage majeur qu'est *La connaissance objective*. Il ne s'agira pas d'en faire une exégèse (elle serait d'ailleurs peu originale dans la mesure où ces thèses sont bien connues et où l'ouvrage en question a le statut d'un classique dans le domaine de l'épistémologie des sciences)²⁹. Notre objectif se limitera à montrer dans quelle mesure les propositions de Popper relatives à la connaissance objective — qu'il assimile, rappelons-le, à la connaissance scientifique — ouvrent des avenues nouvelles à une réflexion sur la vérité ou le degré de fiabilité de la connaissance dans les sciences humaines en général et en histoire en particulier. Nous verrons, dans un deuxième temps, de quelle manière les sociologues Bourdieu, Chamboredon et Passeron ont fait leurs, sur le plan méthodologique, un certain nombre des thèses poppériennes.

Dans *La connaissance objective*, Popper cherche, en premier lieu, à résoudre le problème de l'induction (qui part de l'observation empirique sans présupposés théoriques) et de son lien avec ce qu'on désigne communément comme le « sens commun ». Il s'agit, plus précisément, des conclusions que dans la vie courante, nous tirons de l'observation de certains faits à caractère récurrent — et justement en vertu de leur récurrence. Popper explique pourquoi il est amené à rejeter l'hypothèse voulant que la démarche inductive puisse fonder une connaissance à caractère scientifique. Ce qui, de façon pragmatique, nous sert inévitablement de guide dans nos expériences quotidiennes relève, affirme-t-il, de conclusions basées sur des observations forcément partielles, et parfois déformées, de certaines formes de régularités (on ne peut s'empêcher de faire ici le lien avec les « prénotions » contre l'usage desquelles E. Durkheim met en garde les sociologues dans *Les règles de la*

l'auteur, l'histoire devrait viser plutôt la recherche de la cohérence dans l'interprétation qu'elle offre du réel. Elle devrait, à cet effet, se contenter d'une « cohérence interne » qui se situerait à l'intérieur même de l'interprétation qu'elle offre et renoncer à atteindre une « cohérence externe » basée sur un impossible consensus général entre les pairs. En fait, un tel consensus ne pourrait s'établir qu'au sujet de « questions assez restreintes ».

29. Il demeure que dans le champ de l'épistémologie, *La logique de la découverte scientifique*, Paris, Payot, 1973 (pour la traduction française) a suscité beaucoup plus de discussions que ne l'a fait *La connaissance objective*.

méthode sociologique). Or, si ces observations nous permettent de formuler des prédictions essentielles pour guider notre conduite et la résolution de problèmes concrets usuels, dit Popper, il demeure que tant qu'elles ne sont pas mises à l'épreuve de l'expérimentation et vérifiées selon une ou des méthodes reconnues comme valables (par la communauté des pairs), il s'agit de convictions (subjectives) ou de croyances dont ni la vérité ni la fausseté, surtout, ne peuvent être prouvées avec certitude. Mais comme l'expérimentation à l'infini n'est pas possible, la généralisation affirmée une fois pour toutes ne peut l'être non plus. D'où le rejet par Popper de la possibilité de formuler des théories scientifiques (généralisantes) de caractère universel. Les énoncés scientifiques sont plutôt, selon lui, des *hypotheses* théoriques à caractère provisoire et surtout fondées sur une base empirique, c'est-à-dire susceptibles d'être indéfiniment soumises à des tests intersubjectifs qui les valideront ou bien les réfuteront (on est donc très loin ici des positions péremptoires et dogmatiques du positivisme scientifique et de sa référence à des lois universelles et immuables).

Popper refusera toutefois d'aller jusqu'à conclure, à la manière sceptique de Hume, que si la répétition n'a pas la moindre force d'argument pour établir un énoncé théorique vrai, ce que nous prenons pour une connaissance rationnelle (dans la vie courante) procède en fait d'une « foi irrationnelle ». Si tel était le cas, dit-il, il nous serait impossible de différencier la vérité de l'erreur. Or, c'est la recherche systématique — et la découverte — des *erreurs* véhiculées par les théories explicatives de la réalité, encore plus que des *vérités* qu'elles contiennent, qui nous permettent de baser nos conduites sur des énoncés rationnels — dans le sens de logiques. Autrement, signale-t-il, le troc des énoncés rationnels contre des convictions sans preuves possibles peut justifier bien des préjugés et différentes formes de conduites irrationnelles, ou même fanatiques, basées sur des convictions non réfutables qui tiennent lieu de preuves suffisantes et dont « l'impact sur nos actions et nos vies est souvent dévastateur³⁰ ».

On peut aller jusqu'à penser que cette conscience aiguë des risques socio-politiques liés à la connaissance non objective explique, en partie du moins, le fait que la notion de réfutabilité tienne une place aussi grande dans la problématique de Popper³¹. C'est à partir de cette notion qu'il analyse

30. On se souviendra que pour Max Weber également, l'objectivité dans l'étude des sciences sociales, et de l'histoire en particulier, a comme fondement premier la nécessité de penser et *d'appliquer dans l'action politique* une conduite rationnelle (thèse défendue en particulier dans *Le savant et le politique*).

31. Cette notion de « réfutabilité » avait déjà fait l'objet de thèses développées par Popper dans *Conjectures and Refutation. The Growth of Scientific Knowledge*, New York, Harper Torchbooks, 1963. On sait, par ailleurs, que la réfutabilité (traduite initialement par le terme moins approprié de « falsification ») a été au centre d'un débat nourri entre K. Popper et T.S. Kuhn. Ce dernier reprochant en particulier à Popper d'appliquer à l'ensemble de la connaissance scientifique un schéma qui ne cadre pas avec l'évolution de la « science normale », mais plutôt de la science dans un état de crise lorsqu'un nouveau paradigme scientifique est à la veille de remplacer un ancien qui a prouvé de plus en plus son inadéquation ou son

également les limites de ce qu'on dénomme habituellement le « sens commun ». Prêt à admettre que « toute philosophie n'est autre que du sens commun éclairé » et même que le sens commun peut bien être le point de départ d'une connaissance vraie, Popper nie qu'il puisse en constituer, pour autant, le point d'arrivée. C'est que la principale faiblesse, selon lui, d'une connaissance basée sur le sens commun est moins due à son caractère subjectif qu'au fait qu'elle n'est pas, par définition, une connaissance réfutable.

C'est bien cette notion de réfutabilité ainsi que l'ouverture et la réflexion critique qu'elle suppose qui différencient les thèses de Popper de celles de la philosophie positiviste et du savoir figé et dogmatique sur lequel cette philosophie débouche. En troquant les certitudes absolues et l'idée « métaphysique » de théorie universelle (théorie de la nature) contre celle de théorie générale empiriquement fondée, et surtout en plaçant la réfutabilité au centre même de sa problématique, Popper se trouve à attribuer à la vérité scientifique à la fois un contenu *ouvert* et un caractère *provisoire*. Ce qui lui fait dire que la connaissance objective ne peut prétendre qu'à une approximation maximum de la vérité. Celle-ci constitue alors un objectif à atteindre plutôt qu'un but jamais atteint et il serait plus réaliste, dès lors, de viser non pas nécessairement la vérité, mais plutôt la vraisemblance, cette dernière notion entendue dans le sens de « probabilité logique ». Dans cette perspective, l'idée de vraisemblance est surtout censée rendre compte du caractère dualiste de la connaissance objective, puisque les théories scientifiques non seulement n'excluent pas l'erreur, mais peuvent cohabiter avec elle, dira Popper. Ainsi, la vraisemblance d'un énoncé théorique croît en proportion de son contenu de vérités et décroît en raison de son contenu de faussetés.

L'importance accordée à la réfutabilité aura enfin une conséquence majeure sur le plan méthodologique : elle débouche, affirme Popper, sur un devoir absolu de clarté. Clarté ou transparence des arguments théoriques qui fondent la connaissance objective deviennent, dans l'épistémologie poppérienne, des qualités majeures parce qu'elles constituent les conditions premières de cette possible réfutation sans laquelle il n'y a pas de scientificité. Popper va même jusqu'à affirmer que par rapport à la clarté, vertu éminemment scientifique, la précision s'avère moins importante. Autrement dit, là où la probabilité (des données empiriques) peut parfois suffire, la semi-clarté (des arguments théoriques) n'est pas, quant à elle, acceptable. Il déclare, à cet égard : « Nous ne devrions jamais essayer d'être plus exacts ou plus précis que ne le requiert le problème qui nous occupe »; alors que « la clarté est une valeur intellectuelle, puisque sans elle la discussion critique est impossible³². »

inefficacité (cf. T.S. Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1972).

32. K. Popper, *La connaissance objective*, p. 69.

Du « métier » d'épistémologue à celui de sociologue ?

Il est intéressant de constater l'existence de points de convergence importants entre certaines des thèses majeures défendues dans *La connaissance objective* et celles mises de l'avant par *Le métier de sociologue* de Bourdieu, Chamboredon et Passeron. Dans ces deux ouvrages, la critique du sens commun occupe une place très importante. *Le métier de sociologue* met à plusieurs reprises en garde contre l'illusion d'un savoir instantané basé sur des « évidences aveuglantes » et charriant de ce fait d'inévitables préjugés. À cette sociologie spontanée on devrait en opposer une autre dont l'objet n'est jamais donné, mais toujours construit. Or, pour être valable, cette construction devra non seulement confronter l'hypothèse initiale à l'épreuve expérimentale, mais elle devra surtout faire constamment appel à la réflexion critique. Tout en se dissociant de toutes les formes de positivisme, les trois auteurs estiment que ce qu'ils identifient comme « le rationalisme appliqué » — associé aux valeurs de cohérence théorique et de fidélité au réel — reste la meilleure façon de rompre avec la sociologie spontanée. Cependant, leur affirmation d'une nécessaire « rupture épistémologique » entre « le savoir commun » ou « instantané » et le savoir scientifique ne les empêche pas de rappeler que la science du sociologue n'échappe pas facilement aux « conditions historiques et sociales dans lesquelles s'accomplit la pratique sociologique³³. »

Tout en se gardant bien d'affirmer l'existence d'une parenté trop étroite entre deux univers de pensée, qui gardent chacun leur identité propre, on ne peut s'empêcher d'être frappé par les points de convergence importants entre ce cadre épistémologique et celui que défend Popper. Entre les paramètres qui définissent la scientificité du savoir sociologique selon Bourdieu *et al.* et ceux qui caractérisent la connaissance objective selon Popper, il y a en effet des analogies intéressantes à établir. Même mise en garde contre un savoir scientifique qui se voudrait basé en majeure partie sur le sens commun et sur une démarche intuitive, même insistance sur une problématique théorique clairement établie, mais surtout même « vigilance épistémologique » (notion qui revient souvent sous la plume des auteurs) qui fait appel à une réflexion critique où aucun savoir n'est jamais tenu pour acquis de façon définitive.

Aussi, même si le cadre d'analyse du *Métier de sociologue* se réfère de façon explicite au rationalisme appliqué de G. Bachelard, à la pensée de G. Canguilhem et, surtout, à la théorie de la connaissance de E. Durkheim, il n'en présente pas moins des points de convergence importants avec celui élaboré par K. Popper dans *La connaissance objective*.

33. P. Bourdieu *et al.*, *Le métier de sociologue*, p. 96.

Retour à l'histoire

Ce détour (obligé) par la philosophie et la sociologie critiques vise en fait à poser le problème de la vérité de l'histoire de façon différente. À la question : « Le passé humain peut-il faire l'objet d'une connaissance objective dans le sens de vraie ou de fiable ? », il faudrait, à notre avis, répondre par l'affirmative. Mais il s'agit pour cela de reconnaître et d'accepter d'identifier au départ, et de façon plus claire que cela ne s'est fait jusqu'ici, le caractère bidimensionnel de la notion d'objectivité qui inclut aussi bien la neutralité du sujet connaissant que la vérité de l'objet qu'il construit. En fait, même les historiens relativistes sont prêts à reconnaître qu'il s'agit là de deux réalités qui, malgré qu'elles soient fortement interreliées, ne relèvent toutefois pas du même ordre. La réflexion épistémologique à leur sujet commande donc des démarches critiques distinctes. Ces distinctions, une fois reconnues explicitement, éviteraient bien des glissements de sens, porteurs d'ambiguïtés, sinon de confusion réelle.

Quant à la neutralité du sujet, il serait souhaitable qu'elle cesse d'occuper presque exclusivement, comme elle l'a fait jusqu'ici, le devant de la scène. Une fois admis et reconnu le caractère (forcément) construit de l'objet historique, il reste à examiner si sa construction obéit à un ensemble d'exigences qui permettent d'assimiler la connaissance ainsi produite à une « connaissance objective ». À condition, bien entendu, de donner à cette dernière notion un sens bien défini, mais surtout de reconnaître ses limites, en particulier celles que l'on trouve spécifiées dans l'épistémologie poppérienne. On pourra alors considérer avec quelque raison, et contrairement à la perspective développée par Michel De Certeau, Paul Veyne et bien d'autres, que l'histoire *pourrait* être une science si sur le plan épistémologique, elle se donne les moyens de l'être. Et à condition, bien entendu, que la scientificité soit considérée comme un attribut (possible) de l'objet de connaissance plutôt que du sujet connaissant.

Ce qui s'avère justement intéressant dans la problématique de Popper est qu'elle débouche sur une définition beaucoup plus ouverte que celle des positivistes — et bien plus stimulante aussi — des critères propres à la scientificité. Cette approche, qui se situe dans le cadre du rationalisme critique, ne comble certes pas tout à fait la distance qui continuera de séparer à bien des égards les modes d'enquête propres aux sciences de la nature et les théories sur lesquelles elles débouchent de leurs équivalents en sciences humaines. Ainsi, il est évident que l'expérimentation ou le test empirique susceptibles de réfuter une théorie en sciences humaines — et donc en histoire — ne revêtiront jamais la même forme et, donc, n'obéiront pas aux mêmes normes que dans les sciences de la nature³⁴. Sans compter que personne

34. Ainsi, en histoire, la réfutation se limitera le plus souvent à une vérification des sources et à un examen de la méthode théorique et empirique qui a servi à les interroger. Il est évident que la vérification ici se trouve à fonctionner dans des limites spécifiques à l'objet historique lui-même.

aujourd'hui ne parlerait sans sourire de « lois historiques » ou de quelconques « lois sociologiques », alors que les sciences humaines, dans leur ensemble, ne remettent plus désormais en cause l'existence et les effets d'un indéterminisme lié à la complexité de l'humain et au fait qu'il constitue, comme objet de connaissance, une réalité où la part des éléments inconnus restera toujours très grande³⁵. De fait, ces quelques mises en garde renvoient à des débats anciens qui n'ont plus cours maintenant; aussi revêtent-elles, à vrai dire, la forme d'évidences plutôt banales. Cependant, il n'est pas inutile, à notre avis, de baliser ainsi le champ sur le plan épistémologique afin que les postulats d'une philosophie positiviste, dépassée et naïve ne viennent trop facilement brouiller les pistes.

La thèse que nous développons ici souligne, quant à elle, l'intérêt pour les sciences humaines, et en particulier pour l'histoire, de la perspective du rationalisme critique et surtout de la définition poppérienne de la science élaborée dans cette perspective. Sans prétendre nullement nier la distance qui sépare les sciences de la nature des sciences humaines, nous nous contentons d'affirmer qu'une reconsidération appropriée des caractéristiques mêmes de la scientificité (ou « connaissance objective ») contribuerait à rendre moins étanches les frontières qui séparent ces deux univers de la connaissance. Elle permettrait surtout de rétablir entre ces deux univers un dialogue plus fructueux que la fin de non-recevoir sur laquelle débouche la perspective subjectiviste. Pour ce faire, il faudrait souligner à la suite de Popper, et plus que ne l'ont fait jusqu'ici les théories antérieures, le caractère provisoire de toutes les « vérités » scientifiques, quel que soit le champ de connaissance concerné. Ces « vérités » ne seront considérées que comme des énoncés en attente de vérifications nouvelles susceptibles de les ébranler. Plus que par les certitudes qu'elle accumule, la connaissance objective ou scientifique sera donc caractérisée par les incertitudes qu'elle accepte de laisser transparaître. Et c'est cette transparence même qui devient la principale garantie de scientificité de la connaissance, puisqu'elle reste la condition première de sa remise en question (réfutation) éventuelle.

Non seulement cette perspective théorique débouche sur une épistémologie qui ouvre des horizons nouveaux aux sciences humaines, mais, on l'a vu, elle place l'histoire dans une position particulièrement intéressante vis-à-vis de ces dernières. Par ailleurs, le caractère forcément inachevé qui caractérise toute enquête historique, la précarité du jugement causal qui laisse dans l'ombre des causes qui pourraient être plus déterminantes que celles identifiées par l'enquêteur ou l'enquêtrice ne constituent plus des barrières infranchissables dans l'élaboration d'une connaissance objective. Dans la mesure où

35. Même si des philosophes comme O. Helmer et N. Rescher parlent de « quasi-lois » en histoire (O. Helmer et N. Rescher, « On the Epistemology of Inexact Sciences »), alors que C.G. Hempel évoque, quant à lui, la possibilité de recourir en histoire à des « hypothèses générales empiriquement vérifiées » (C.G. Hempel, « The Functions of General Laws in History »).

l'argumentation théorique et la méthodologie de l'enquête dans son ensemble sont explicitées et soumises à cette clarté de la démarche évoquée par Popper, la réfutabilité des résultats reste assurée et, par le fait même, l'est également le principal critère de la scientificité.

Comme le soulignait avec raison E. Coumet (dans les *Annales*) en traitant de l'épistémologie de Popper, la critique et la recherche de l'erreur restent plus importantes que l'éternel débat au sujet de la prééminence des « sources » pour établir si ces dernières doivent relever d'abord de la raison ou d'abord de l'observation³⁶. Quant aux interférences sociales qui ne cessent d'être à l'œuvre dans toutes les catégories de savoir, l'exercice critique lié à la réfutation ne les nie pas, explique Coumet, mais contribue bien au contraire à les mettre en évidence. En reposant, dans les termes mêmes de Popper, la question centrale du cadre épistémologique (« Comment pouvons-nous espérer détecter et éliminer l'erreur ? »), E. Coumet affirme : « Loin d'être refoulé, le rapport au politique est ainsi apparemment étalé au grand jour; la liberté de manœuvre de l'épistémologue mis en demeure de débrouiller des complexités historiques en fut certainement mieux ménagée. Mille formes de dogmatismes sont ainsi égratignés en chemin³⁷. »

À cet égard, on peut aller jusqu'à considérer que pour les sciences humaines où la théorisation est plus accessible, telle la sociologie ou encore les « sciences critiques » identifiées par Habermas (dont la psychanalyse et la sociologie critique), la prise en compte de l'histoire demeure une garantie de scientificité. F. Braudel et P. Vilar l'avaient déjà souligné en d'autres termes : en acceptant d'inclure dans leurs critères de validation et d'expérimentation la dimension spatio-temporelle que leur fournit l'histoire, les théories des sciences sociales deviennent en mesure de s'exposer à une vérification indispensable³⁸. Sans être identifiée explicitement comme telle, c'est la réfutabilité alimentée par l'histoire qui est ici à l'œuvre. Loin d'être une semi-science ou encore une « science qui n'a pas les moyens de l'être » (cf. M. De Certeau), la discipline historique considérée dans cette perspective se révèle un instrument important de validation scientifique.

Il reste à voir comment ces nouveaux paradigmes peuvent alimenter la pratique historique elle-même. Nous nous tournerons, pour ce faire, vers le champ spécifique de l'histoire des femmes, un champ qu'on a tendance à

36. E. Coumet, *Annales E.S.C.*, vol. XXX, n° 5 (1975), p. 1115.

37. *Ibid.*, p. 1115. En rappelant les fondements socio-politiques de toutes les catégories du savoir, K. Pomian soulignera de son côté l'importance pour les sciences de la prise en compte de l'historicité dans laquelle s'inscrit leur développement (K. Pomian, « L'histoire de la science et l'histoire de l'histoire » dans *Annales E.S.C.*, vol. XXX, n° 5 (1975), pp. 935-952).

38. F. Braudel, « Débats et Combats », *Annales E.S.C.*, n° 4 (1958), pp. 725-753. Article reproduit dans *Écrits sur l'histoire (op. cit.)* sous le titre : « Histoire et sciences sociales. La longue durée », pp. 41-83; voir également P. Vilar, « Pour une meilleure compréhension entre économistes et historiens », *Revue historique*, vol. CXXXIII, 1965, pp. 293-312.

considérer comme particulièrement vulnérable sur le plan de l'objectivité et donc de la vérité du savoir qu'il secrète.

Histoire des femmes, histoire féministe et connaissance objective

Lorsque l'histoire des femmes est confrontée à des interrogations issues de l'extérieur de ce champ, celles-ci renvoient souvent à une opposition spontanée entre une histoire neutre, objective et donc crédible et une histoire féministe que son caractère partisan rendrait suspecte sur le plan scientifique³⁹. Même si cette perspective dichotomique, qui fait souvent référence au « sens commun » évoqué plus haut, est exprimée moins fréquemment aujourd'hui qu'elle ne le fut hier, elle n'en désigne pas moins des problèmes réels qui, selon nous, n'ont pas suffisamment alimenté les échanges en dehors du cercle (restreint) des historiennes féministes. Par ailleurs, il serait tentant de se contenter d'une certaine « respectabilité » récente qu'a acquise l'histoire des femmes, dont les qualités — et les défauts aussi — s'avèrent de plus en plus comparables à ceux des autres champs de l'histoire, pour tourner la page et abandonner le défi des discussions importantes. Mais notre hypothèse ici est justement que les questions, les problèmes et surtout leur mise en évidence demeurent la principale garantie de la vitalité du champ. Ils renvoient en fait à cette nécessaire réfutabilité que nous évoquions plus haut et qui, selon la perspective de Popper, caractérise justement, sinon garantit, la connaissance scientifique.

Le problème de la distance entre le sujet historien et son objet d'étude a déjà été discuté dans le cas de l'histoire ouvrière, mais il n'a pas été posé dans les mêmes termes en ce qui a trait à l'histoire des femmes⁴⁰. Si le défi que constitue l'engagement social et militant a souvent été souligné dans le cas de l'histoire ouvrière, dans le cas de l'histoire des femmes c'est plutôt l'identification de l'historienne à son l'objet d'étude lui-même qui a surtout retenu l'attention. Ceci peut s'expliquer du fait qu'ils sont, somme toute, assez rares les ouvriers ou les ouvrières qui se chargent d'écrire leur propre histoire; alors que les femmes, par contre, ont décidé désormais d'écrire la leur. À cet égard, l'analogie s'établit plus facilement avec l'histoire des Noirs (aux États-Unis en particulier) ou encore celle des Juifs⁴¹. Dans ces deux champs, l'identification des chercheurs-es issus de ces deux groupes à leur objet d'étude risque

39. Il y aurait lieu de formuler ici ce qui pourrait être considéré comme une définition (sommaire) d'une histoire féministe. Il s'agit d'une histoire qui a pour objectif d'analyser la condition des femmes ainsi que les rapports de genre (rapport hommes/femmes) à partir d'une perspective qui en interroge les fondements, les manifestations et les effets *dans le temps*. Il est évident que cette optique se reflétera dans le type de *questions* posées à l'histoire. Ce sont toutefois les *réponses* qui intéressent la réflexion épistémologique.

40. Voir à cet égard l'article de B. Bradbury, « Women's History and Working-Class History », *Labour/Le Travail*, 1987, pp. 23-43.

41. Avec la différence, toutefois, que dans le cas des femmes, il ne s'agit pas d'une minorité raciale ou ethnique, mais d'une majorité dont le statut serait comparable à celui d'un groupe minoritaire ou minorisé.

d'être très forte et certainement comparable à ce qui intervient lorsque les femmes se penchent sur leur propre histoire.

Cependant, ce type de problématique renvoie encore une fois à une seule dimension de l'objectivité, celle qui est liée à la neutralité du sujet, alors qu'elle laisse dans l'ombre toute la question de la vérité/scientificité de la connaissance. De plus, une telle approche risque de se limiter beaucoup plus aux *questions* posées à l'histoire qu'aux *réponses* fournies par elle⁴². La réflexion sur la connaissance élaborée concernant ces réponses renverra plutôt à une analyse d'ordre épistémologique et méthodologique susceptible d'interroger le mode de construction de l'objet et la valeur scientifique de la connaissance produite.

Dans le champ de l'histoire des femmes, la construction de l'objet a donné lieu justement à des discussions nombreuses dont certaines ont débouché sur des éléments de réponse, alors que d'autres revêtent plutôt la forme de problèmes en suspens. Ces discussions et les remises en question qui les accompagnent constituent, selon nous, les éléments de base de ces « tests intersubjectifs » sans lesquels, selon la perspective popperienne du rationalisme critique, aucune théorie scientifique ne peut asseoir sa crédibilité. Nous en esquisserons ici un bref bilan.

Formulées par des pionnières, les premières questions furent en effet, à maints égards, des remises en questions. De Gerda Lerner jusqu'à Joan Scott, en passant par Joan Kelly-Gadol, Michelle Perrot, Arlette Farge et bien d'autres (qu'on ne peut toutes nommer), l'histoire des femmes a été

42. Nous mentionnerons, à titre d'exemple, un article relativement récent, publié sous forme de « Débat » par l'historien Fernand Ouellet dans la revue *Histoire sociale*, et intitulé, « La question sociale au Québec, 1880-1930 : la condition féminine et le mouvement des femmes dans l'historiographie », vol. XXI, n° 42, nov. 1988, pp. 319-345. L'historiographie féministe, explique l'auteur, a tendance à présenter les femmes comme des victimes, oubliant (délibérément) de tenir compte de toutes les formes de pouvoir détenu en fait par les femmes (p. 320). Il s'agit d'une historiographie qui « exagère », « manque de nuance » (p. 322), puisqu'elle finit par attribuer au système patriarcal des formes d'exploitation qui sont attribuables, en fait, au développement (normal) de l'industrialisation (p. 326). Autre problème majeur : cette historiographie ne tient pas compte des rapports de classe et encore moins des rapports conflictuels entre l'Église et l'État qui ont marqué, jusqu'à une période récente, l'histoire sociale au Québec. Bref, comme on peut le voir, le bilan établi par F. Ouellet est assez négatif. Ce qui fait problème cependant, sur le plan épistémologique, n'est pas le fait de remettre en cause certaines problématiques ou certains résultats de recherche qui se situent dans le cadre d'une historiographie féministe; nous continuons à penser, avec Popper, que la réfutabilité demeure la principale caractéristique d'une connaissance objective/vraie. Ce qui fait véritablement problème ici est que les critiques mentionnées relèvent d'une problématique — non explicitée toutefois — qui postule l'impossibilité d'articuler un questionnement subjectif ou engagé de l'histoire — à un résultat objectif/vrai de l'enquête historique. Ce qui, sur le plan épistémologique, nous ramène au même point de départ qu'une certaine histoire positiviste du début du siècle que nous estimons tous pourtant avoir dépassée.

constamment interrogée de l'intérieur même du champ⁴³. Ces interrogations ont porté sur l'importance d'une périodisation spécifique à l'histoire des femmes qui rendrait mieux compte du vécu de ces dernières en intégrant les temporalités propres aux deux sphères du public et du privé. Les historiennes féministes ont également relevé la nécessité d'étudier non seulement l'histoire des femmes célèbres, mais aussi celle des masses anonymes, plus représentative de la condition de l'ensemble des femmes⁴⁴. De telles préoccupations s'inscrivaient parfois dans le cadre d'une problématique marxiste, mais renvoyaient aussi aux perspectives propres à l'histoire sociale. Il y eut aussi les débats autour de l'interprétation « victimisante » de l'histoire des femmes. Pour montrer les femmes en action dans l'histoire et non seulement « agies » par elles, pour arrêter de se présenter constamment du côté des perdants — en l'occurrence des perdantes —, la tentation était grande soit d'occulter la subordination des femmes à travers l'histoire, soit de l'interpréter sur un mode volontariste qui débouche sur une vision plus ou moins triomphaliste du passé féminin⁴⁵.

Plusieurs historiennes ont souligné également la nécessité d'élargir les frontières d'une historiographie qui avait tendance à trop se limiter à l'histoire des idées sur les femmes et à délaisser celle de leurs pratiques réelles. D'autres chercheuses ont enfin dénoncé la tendance à trop focaliser l'analyse sur les luttes féministes — particulièrement celles liées au suffrage féminin — et à reléguer au second plan une histoire de la vie quotidienne et de la culture des femmes. La réflexion à ce sujet rejoignait en fait les orientations d'une histoire anthropologique qui s'est développée (en partie du moins) dans le sillage de la Nouvelle histoire issue de l'école des *Annales*. Certaines historiennes dénoncèrent, cependant, la tentation de reléguer au second plan une histoire du politique alors que ce dernier concept a l'avantage d'intégrer dans l'analyse du passé féminin les rapports de pouvoir dans lesquels s'inscrivent invariablement les rapports sociaux de sexe⁴⁶; des rapports de pouvoir dont il serait

43. Pour une perspective des principales questions et des débats qui traversent l'historiographie féministe depuis près de deux décennies, voir B. Carroll, éd., *Liberating Women's History*, Chicago, University of Illinois Press, 1976; J.W. Scott, « Dix ans d'histoire des femmes aux États-Unis », *Le Débat* (17 déc. 1981), pp. 127-132; « Women's History: The Modern Period », *Past and Present*, 101 (1983), pp. 141-157. Aussi, la synthèse que fait M. Dumont de ces courants dans « Découvrir la mémoire des femmes » dans *Devenir de femmes*, Montréal, Fides, 1981.

44. La volonté de donner forme et vie à ces masses anonymes de femmes qui ont (pourtant) fait l'histoire a donné lieu à un bel ouvrage collectif, *L'histoire ébruitée* de C. Dufrancatel et al., Paris, Galilée, 1979.

45. Voir à ce sujet la critique formulée par C. Dauphin et al., « Culture et pouvoir des femmes. Essai d'historiographie », *Annales E.S.C.*, n° 2 (mars-avril 1986), pp. 271-293.

46. La question du pouvoir a occupé beaucoup de place dans les débats théoriques récents au sein de l'historiographie féministe. Voir en particulier M. Perrot, « Les femmes, le pouvoir, l'histoire » dans *Une histoire des femmes est-elle possible ?*, Paris, Éditions Rivages, 1984, pp. 206-222. Aussi, l'article important de J. Scott, « Genre : une catégorie utile d'analyse historique » dans *Le genre de l'histoire*, les Cahiers du GRIF, Paris, Éditions Tierce, 1988, pp. 125-153.

difficile de dissocier la « culture des femmes » comme le voudrait par ailleurs une certaine approche ethnologique⁴⁷.

Plusieurs problématiques continuent de soulever en fait autant de questions qu'elles offrent de réponses. Ainsi, il est encore difficile d'évaluer jusqu'à quel point les multiples études centrées sur l'expérience personnelle du sujet (des sujets-femmes en l'occurrence) permettent de dépasser une approche phénoménologique descriptive pour déboucher sur une histoire explicative. Comment réussir, en effet, à déborder les frontières des cas particuliers (dans le cas des biographies par exemple) pour intégrer — ne serait-ce que sous une forme interrogative — une perspective historique plus généralisante⁴⁸ ? À ce type de questions, l'histoire orale, qu'utilise de plus en plus fréquemment l'histoire des femmes, en ajoute d'autres à caractère méthodologique (qui ont abondamment été discutées depuis quelques années).

En outre, les interrogations sont de plus en plus nombreuses au sujet de la possibilité même de construire *une* vérité historique. Dans le sillage du postmodernisme, la vérité scientifique éclate en fait en autant de vérités (individuelles) qu'il y a de chercheurs-es. Quelle serait, dès lors, la signification et la portée, pour les femmes, d'une problématique qui récuse une définition standardisée de la connaissance scientifique ? Quels seraient, de plus, les effets du relativisme — et du scepticisme aussi — sur lesquels débouche une telle problématique ? Les questions restent posées et suscitent des réponses multiples qui sont loin d'être concordantes. La pensée théorique féministe a en fait développé, depuis plusieurs années, une attitude des plus critiques face à une définition de la connaissance qui a donné de la science une idée aseptisée et neutre, masquant parfaitement l'ancrage social et idéologique du discours scientifique et surtout son caractère androcentrique. Derrière le primat affirmé de la raison que nous a légué le siècle des Lumières et l'absence déclarée du sujet, les intellectuelles féministes découvraient l'absence (moins déclarée celle-là) du sujet féminin⁴⁹.

Parmi l'ensemble des questions soulevées, plusieurs sont loin d'avoir reçu une réponse qui suscite un consensus général. Les interrogations alimentent plutôt des discussions nourries qui, comme nous le mentionnons plus haut, ne concernent pas seulement l'histoire, mais ne manquent pas toutefois

47. Voir à ce sujet E. Dubois *et al.*, « Politics and Culture in Womens's History. A symposium », *Feminist Studies*, vol. 6, n° 1 (1980), pp. 26-64; il y a également l'analyse importante de C. Dauphin *et al.*, « Culture et pouvoir des femmes... ».

48. C'est en fait la question que E. Carr pose de façon très éclairante dans *Qu'est-ce que l'histoire ?*, au chap. 3 en particulier, et il conclut à ce sujet : « Ce n'est pas l'unique qui intéresse l'historien, mais ce qui est général dans l'unique » (p. 118).

49. Parmi les récents écrits qui font le point sur cette question, voir surtout J. Flax, « Postmodernism and Gender Relations in Feminist Theory », *Signs*, vol. 12, n° 4 (été 1987). Aussi, S. Harding et M.B. Hintikk, éd., *Discovering Reality: Feminist Perspectives on Epistemology, Metaphysics, Methodology and Philosophy of Science*, Boston, Reidel Publishing Co., 1983; S. Bordo, « The Cartesian Masculinization of Thought », *Signs*, vol. 11, n° 3 (printemps 1986), pp. 439-456.

de l'interpeller de différentes manières. C'est le cas, par exemple, du courant qui se rapporte à ce qu'on désigne comme le « féminisme de la différence ». En insistant sur les différences innées entre les sexes encore plus que sur celles socialement construites, les théories de la différence débouchent sur une interprétation qu'on a qualifiée d'essentialiste de la nature féminine; interprétation qui risque d'évacuer la dimension historique des phénomènes à l'étude ou, du moins, de lui faire peu de place⁵⁰.

À cet aperçu très bref — et forcément incomplet — des principaux problèmes théoriques et méthodologiques discutés au sein de l'historiographie féministe, il faut enfin ajouter les débats qui continuent à entourer l'articulation des notions de sexe et de classe⁵¹ ou, plus récemment, des notions de sexe et de genre⁵². Débats dont la richesse, et la complexité aussi, tiennent en partie au fait qu'ils débordent souvent le cadre disciplinaire de l'histoire et rejoignent celui de plusieurs secteurs des sciences humaines, dont surtout la sociologie, mais aussi la psychanalyse et la linguistique. Qu'elles se situent dans le courant freudien, poststructuraliste ou postmoderniste, les théories féministes ne cessent d'introduire des interrogations nouvelles qui, en réinterprétant le présent des femmes, se trouvent aussi à questionner différemment leur passé⁵³.

50. Parmi les auteures qui font le point sur ce qu'on a désigné comme le « féminisme de la différence », J. Flax, *op.cit.*; voir également la série d'articles publiés dans *Différences. A Journal of Feminist Cultural Studies*, n° 1, 1988. Aussi, J. Scott, *op.cit.* Il reste à noter, à la suite de la majorité des théoriciennes qui ont adopté cette perspective, que la notion de différence innée, dans le discours féministe, ne procède pas des mêmes postulats et ne débouche surtout pas sur les mêmes conclusions que l'on constate dans le discours patriarcal où une telle notion est souvent utilisée pour justifier une hiérarchisation basée sur les caractéristiques dites biologiques ou naturelles du sexe féminin.

51. Les débats autour de l'articulation des notions de classe sociale et de sexe ont alimenté de très nombreux écrits, en particulier dans le domaine de la sociologie des femmes, surtout au cours des années 1970. Les historiennes féministes ont moins participé à ces discussions théoriques, mais n'en n'ont pas moins été influencées par elles. Voir surtout à ce sujet Z. Eisenstein, *Capitalist Patriarchy and the Case for Socialist Feminism*, New York, Monthly Review Press, 1979; A. Kuhn et A. Wolfe, eds, *Feminism and Materialism*, London, Routledge and Kegan Paul, 1978; M. Barrett, *Women's Oppression Today. The Marxist/Feminist Encounter*, London, New Left Book, 1980; J. Lewis, « The Debates on Sex and Class », *New Left Review* (janv.-févr. 1985), pp. 108-120; H. Armstrong et P. Armstrong, « Beyond Sexless Class and Classless Sex », *Studies in Political Economy*, 10 (hiver 1983), pp. 7-44. Pour une approche qui intègre la perspective psychanalytique, voir S. Alexander, « Women, Class and Sexual Difference », *History Workshop*, p. 17 (printemps 1984), pp. 125-135. À ces discussions relatives au rapport entre l'appartenance sexuelle et l'appartenance à une classe sociale donnée, il faut ajouter les débats nombreux, surtout aux États-Unis, qui intègrent également la notion de race.

52. Voir surtout J. Scott, « Genre, une catégorie utile... » En fait J. Kelly-Gadol a été l'une des premières à souligner l'urgence de considérer le caractère socialement construit de la notion de sexe, « The Social Relation of the Sexes. Methodological Implications of Women's History », *Signs*, vol. 4 (1976), pp. 809-823.

53. Parmi les plus récents ouvrages qui font le point sur les courants théoriques qui marquent la recherche féministe, voir surtout, M.R. Malson *et al.*, eds, *Feminist Theory in Practice and Process*, Chicago, University of Chicago Press, 1989; également, L. Stanley et S. Wise, *Breaking out : Feminist consciousness and feminist research*, London, Routledge and

En acceptant de faire face à ces multiples interrogations et d'être confrontée à des débats parfois houleux⁵⁴, l'histoire féministe est traversée, comme on peut le voir, par une foule de questionnements dont certains sont loin de déboucher sur des réponses assurées. Peut-on alors, dans le cas de cette histoire, persister à viser une connaissance objective dans le sens de vraie ? À cette interrogation nous répondons par l'affirmative. Si l'on accepte, au départ, que la subjectivité des questions posées à l'histoire n'hypothèque pas nécessairement les réponses qui y sont apportées, on s'attachera plutôt à examiner la validité et aussi la clarté de la démarche théorique et méthodologique qui sous-tend ces réponses. À cet égard, l'histoire des femmes, pas plus que les autres champs de l'histoire, ne peut faire l'économie de cette « vigilance épistémologique » dont Bourdieu *et al.* soulignent la nécessité.

Bien au contraire, parce que vulnérable sur certains plans (dont celui de la reconnaissance institutionnelle n'est pas le moindre), ce champ de l'histoire a eu justement tendance à cultiver cette vigilance épistémologique indispensable à laquelle on doit la multiplicité et surtout la transparence des interrogations et des remises en question mentionnées plus haut. Ainsi, si l'on accepte d'identifier les principales caractéristiques des hypothèses scientifiques — autant dans les sciences de la nature que dans les sciences humaines — comme étant leur ouverture, leur caractère provisoire et leur susceptibilité d'être réfutées; si la clarté reste la condition première d'une possible remise en question de ces hypothèses, alors (pour rappeler le titre similaire d'un ouvrage de Michelle Perrot) l'histoire des femmes *est* possible. Elle l'est autant par la connaissance objective/vraie du passé qu'elle peut contribuer à bâtir que par les questions, les incertitudes et même les inévitables erreurs qui sont parties intégrantes de cette connaissance. Cette dernière, comme l'explique Popper, demeure assurément moins menacée par la subjectivité des chercheurs-res que par leur possible dogmatisme.

À l'heure actuelle, nous croyons que dans le champ de l'histoire des femmes, les risques de dogmatisme et de sclérose sont non pas absents, certes, mais certainement moindres que dans les secteurs de la recherche historique où la crédibilité des méthodes et des résultats est rarement remise en cause.

Ce qui risque, selon nous, d'affecter de plus en plus à l'avenir la recherche dans le domaine de l'histoire des femmes demeure l'insuffisance des échanges et des discussions auxquels les résultats de cette recherche donnent lieu dans l'ensemble de la communauté historienne — soit en dehors

Kegan Paul, 1983. Pour une vue d'ensemble des tendances qui traversent le champ de la recherche féministe au Canada et au Québec, voir F. Descarries-Bélanger et M. De Sève, *Bilan et perspectives de la recherche féministe*, Institut Canadien de Recherches sur les femmes, Cahier n° 3, 1985; G. Finn et A. Miles, *Feminism in Canada*, Montréal, Black Rose Books, 1982.

54. Nous pensons en particulier aux débats qui ont entouré aux États-Unis l'affaire Sears; débats évoqués et discutés par J. Scott dans un article intitulé, « Deconstructing Equality vs. Difference; or the Uses of Post-Structuralist Theory for Feminism », *Feminist Studies*, vol. 14, n° 1 (1988), pp. 33-50.

du groupe, restreint, des historiennes engagées dans ce champ. Cependant, pour être valable et fructueuse à la fois, la critique liée à la réfutabilité de ces résultats exige, on l'admettra, une lecture quelque peu attentive et suivie des résultats de recherche auxquels elle s'applique. Or, c'est là que les problèmes et les défis à relever restent encore très grands.

Qu'il s'agisse cependant de problèmes de connaissance ou de reconnaissance (par les pairs), l'histoire des femmes a intérêt, selon nous, à se situer dans la perspective d'un rationalisme critique qui interroge sur une base logique la scientificité du savoir et dévoile, ce faisant, ses fondements non seulement épistémologiques, mais aussi politiques. Même si elle est loin d'être la seule arme de contestation du pouvoir, la connaissance objective d'une réalité, si imparfaite, si limitée et si provisoire fût-elle, donne à la remise en question (théorique) et à la contestation (pratique) du pouvoir une base à la fois intellectuelle et politique plus assurée. C'est également dans ce sens que va la réflexion d'une théoricienne de la pensée féministe comme J. Flax qui, tout en se démarquant d'une définition de l'objectivité héritée du siècle des Lumières, affirme cependant : « If there is no objective basis for distinguishing between true and false beliefs, then it seems that power alone will determine the outcome of competing truth claims. This is a frightening prospect for those who lack (or are oppressed by) the power of others⁵⁵. » Nous estimons, à notre tour, que les hommes, et les *femmes en particulier*, n'ont rien à gagner d'une vision du monde ou d'une philosophie de la connaissance qui déclarerait — avec une naïve inconscience — à la manière de P. Feyerabend : « Adieu la Raison⁵⁶ ».

55. J. Flax, « Postmodernism and Gender Relations... », p. 625.

56. P. Feyerabend, *Adieu la raison*, Paris, Éditions du Seuil, 1984; aussi, *Contre la méthode. Esquisse d'une théorie anarchique de la connaissance*, Paris, Seuil, 1979. Pour une critique des thèses de Feyerabend, il est intéressant de lire J. Bouveresse, *Rationalité et cynisme*, Paris, Éditions de minuit, 1984.